

Dimanche 20 avril, dernier délai pour la mise à la poste des feuilles de réponse des CONCURRENTS DE PARIS (Ville).

Judi 24 avril, dernier délai pour la mise à la poste des feuilles de réponse des CONCURRENTS des DÉPARTEMENTS, y compris le département de la Seine.

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.074. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 13.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

30, rue d'Angoulême, Paris.

VENDREDI

18

AVRIL

1919

Il n'y a point d'erreurs qui ne périssent d'elles-mêmes, rendues clairement.

VAUVENARGUES.

CE QUI SERA PRÉSENTÉ le 25 Avril aux DÉLÉGUÉS ALLEMANDS

Le tableau ci-dessous constitue la récapitulation des renseignements publiés, au cours de ces dernières semaines, sur les travaux de la Conférence de la Paix. Il est divisé en deux parties : 1^o Les questions examinées à ce jour ; 2^o Les questions qui seront abordées ultérieurement.

QUESTIONS EXAMINÉES A CE JOUR PAR LA CONFÉRENCE

EN PREMIER LIEU : L'ALSACE ET LA LORRAINE REVIENNENT INTEGRALEMENT A LA FRANCE

Le Bassin de la Sarre

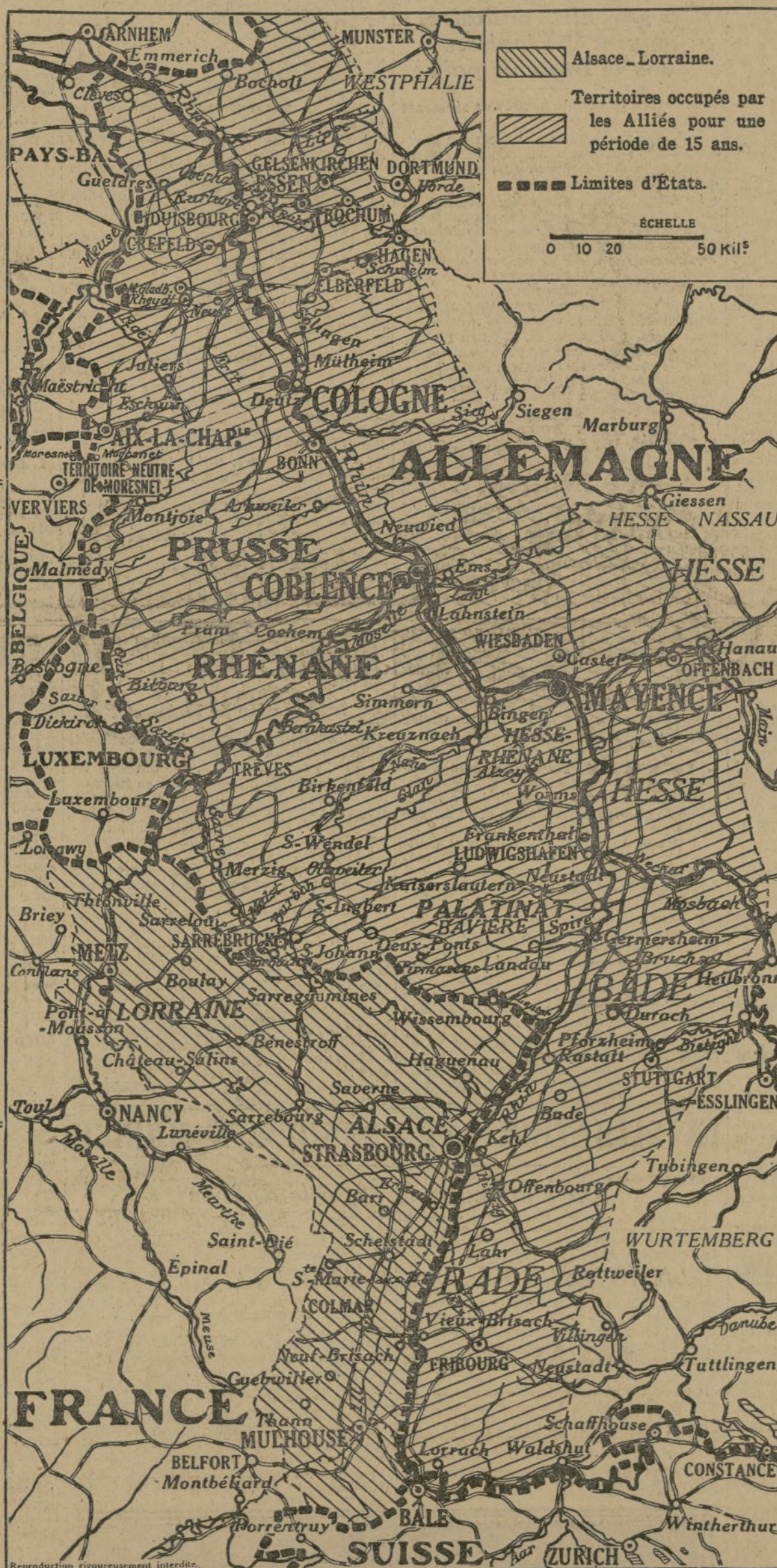
La propriété des mines est reconnue à la France à perpétuité. Un directoire, composé d'un Français, d'un représentant du pays de la Sarre et de trois délégués nommés par la Société des Nations administrera le pays pendant quinze ans au nom de ladite Société des Nations. Après quinze ans un plébiscite interviendra. Les habitants décideront s'ils veulent la continuation du régime précité, le protectorat français ou le retour à l'Allemagne. Dans ce dernier cas, l'Etat allemand aura à nous racheter à l'avance la propriété des mines, cette propriété ayant été reconnue.

Les Deux Rives du Rhin

Toute la rive gauche du Rhin, de la Hollande à la Prusse, et une bande de terrain de 50 kilomètres sur la rive droite, également de la Hollande à la Suisse, seront occupées provisoirement par les armées alliées à dater de la signature de la paix. L'évacuation s'effectuera progressivement et proportionnellement aux paiements effectués par l'Allemagne, de cinq en cinq années, jusqu'à l'évacuation définitive, qui se pratiquera à la fin de la troisième période, soit après quinze ans. Pendant les cinq dernières années l'occupation sera confiée à des troupes franco-belges. Au cours de ces quinze ans les Allemands n'auront pas le droit de tenir garnison dans les régions occupées, non plus que d'y élever des fortifications ou d'y entretenir des usines de guerre.

Le Désarmement de l'Allemagne

L'armée allemande devra être réduite approximativement à la situation suivante : 100.000 hommes recrutés par engagement volontaire d'une durée minimum de 15 ans ; 4.500 officiers ; 550 bouches à feu ; 125.000 obus de stock ; 2.000 mitrailleuses. L'aviation ne devra servir qu'à des usages de commerce et de tourisme. La flotte de guerre, livrée aux alliés, ne devra se reconstituer que dans la limite nécessaire à la police des côtes. La fabrication des gaz asphyxiants est rigoureusement interdite.



Les Colonies allemandes

Ces colonies seront placées sous la tutelle de la Société des Nations, qui désignera des puissances mandataires pour remplir cette mission d'ordre administratif et économique.

Le Chapitre des Réparations

Une provision de 125 milliards devra être versée par l'Allemagne en un certain nombre d'annuités. L'Allemagne se reconnaît débitrice de toutes les sommes qu'exigeront la reconstitution des régions dévastées et les compensations dues aux victimes de la guerre, y compris les pensions militaires. La France touche 55 0/0 des sommes versées. Les paiements seront effectués en or ou en marchandises d'une valeur exactement équivalente à la valeur de l'or.

Luxembourg, Moresnet, Malmédy

Le Luxembourg sort du "Zollverein" ou Union douanière allemande.

La possession des territoires de Moresnet neutre et de Moresnet prussien, limitrophes à la Belgique, à la Hollande et la Prusse Rhénane, sera reconnue à la Belgique.

Les districts rhénans d'Eupen et de Malmédy situés en bordure nord-est de la Belgique et dont la population est en majorité Wallonne seront également attribués à la Belgique, sous réserve d'un plébiscite.

La Question du Slesvig

Pour le Slesvig du Nord, c'est-à-dire pour la partie de ce pays attenante au Danemark, il est entendu que son sort sera réglé par un plébiscite général. Pour le Slesvig central -- le Slesvig du Sud étant hors de question -- sa situation sera décidée au moyen d'un plébiscite par district.

Les Alliés de l'Allemagne

L'Allemagne devra donner par avance son acquiescement à toutes les décisions qui seront prises ultérieurement à l'égard de ses anciens alliés : l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie.

LES PRINCIPALES QUESTIONS QUI VONT ÊTRE ABORDÉES

1^o - Garanties Pour obliger l'Allemagne à exécuter les clauses du traité de paix, on envisage la conclusion d'une alliance entre la France, l'Angleterre, les États-Unis et l'Italie, qui se déclareraient solidaires à l'égard de l'Allemagne.

2^o - Responsabilités Détermination de la procédure qui devra être mise en œuvre pour punir les auteurs de crimes de droit commun commis pendant la guerre et pour déterminer la responsabilité des promoteurs du conflit.

3^o - Frontières orientales de l'Allemagne Constitution d'une Pologne indépendante avec débouché direct sur la mer Baltique (question de Dantzig) Délimitation et statut politique d'un Etat autonome de la Prusse orientale.

4^o - Le canal de Kiel La question du canal de Kiel a déjà été abordée plusieurs fois par les Délégués à la Conférence qui ont examiné, sans résoudre le problème, comment le canal pourrait être internationalisé et réservé exclusivement à la navigation commerciale.

BERLIN ATTEND UNE NOUVELLE REVOLUTION

Les masses populaires se détachent de plus en plus du gouvernement Ebert-Scheidemann.

Mais Noske, le seul homme à poigne du cabinet allemand, multiplie, avec le général von Lettow-Vorbeck, resté populaire, les moyens d'action contre les spartakistes.

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

Berlin, 16 avril. Berlin attend sa nouvelle révolution... Peut-être se sera-t-elle déclenchée quand vous lirez ces lignes.

La grève générale, annoncée pour le 25 mars, puis pour le 8 avril, a de nouveau été retardée par je ne sais quel mot d'ordre mystérieux.

En attendant, le gouvernement multiplie ses moyens d'intimidation : deux ou trois compagnies — nouveau cortège de la Juive — défilent, musique en tête ; des tanks attendent, comme oubliés au coin des rues ; des canons automobiles et des ca-

LE GENERAL VON LETTOW-VORBECK

mions, chargés de mitrailleuses et de soldats, passent au grand fracas de leurs bandages métalliques.

Les gens regardent tout cela avec indifférence, en parlant bolchevisme.

Car je suis un peu effrayé des progrès que, depuis mes précédents voyages, les idées bolcheviques ont faites à Berlin.

Le mot « bolchevisme » est celui que l'on entend maintenant revenir le plus souvent dans les conversations : les employés, les petits bourgeois semblent considérer que plus rien n'est à perdre ni à espérer, et ils ne sont pas loin de se jeter dans les bras de Lénine et de Trotsky.

Aussi, le gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske voit-il, de plus en plus, les masses populaires se détacher de lui pour aller aux indépendants, et doit-il compter maintenant sur les éléments conservateurs — qui le soutiennent comme la corde soutient le pendu — sur la bureaucratie, sur les anciens officiers de l'armée et sur les troupes régulières, qui semblent, en effet, devoir lui être fidèles.

Tous les régiments des gardes républicaines dont les uniformes disparates encombrent les rues, et qui, à chaque révolution, réservent les bras croisés ou même tirent le coup de feu avec les spartakistes, ont été licenciés.

Il n'y a plus maintenant que des régiments de volontaires dont la discipline, sans plus rien avoir de commun avec la discipline prussienne d'autrefois, semble être pourtant suffisante : les « soldatenschatzen » — conseils de soldats — même ont été supprimés.

Noske, le seul homme à poigne du gouvernement, multiplie les moyens d'action contre les spartakistes, et en ce moment le général von Lettow-Vorbeck, le héros africain, qui, avec Hindenburg, a gardé la faveur populaire, organise à Wannsee une division de techniciens destinés, en cas de grève, à remplacer les ouvriers des grands services publics : eau, gaz, électricité, chemins de fer.

Il est intéressant d'écouter parler les Allemands et de leur parler chaque fois qu'on en a l'occasion. C'est une façon de tater le pouls de cette grande nation malade.

On entend ainsi les bruits les plus fantaisistes. Cette fois, on parle d'une révolution en Belgique, d'une émeute à Paris ; du départ de Wilson, qui aurait claqué les portes en menaçant de traîner séparément avec l'Allemagne ; d'une grève générale en Italie, pour protester contre les exigences de l'Entente, etc., etc. Les verdicts condamnant Cottin et acquittant Villain sont très commentés ; les gens les interprètent comme une manifestation de l'état d'esprit de la France ; Clemenceau est impérialiste et veut anéantir l'Allemagne ; Jaegers était pacifiste et aurait voulu la réconciliation des peuples...

D'ailleurs, le pays est toujours aussi troublé. La tache bolchevique s'étend. Je devais me rendre aujourd'hui à Munich, dont vous connaissez les événements. Je viens d'être informé que la ville, cernée par les troupes, est coupée de toute communication avec le reste du monde — ni chemin de fer, ni poste, ni téléphone. Le gouvernement espère étouffer ainsi la dictature des Soviets.

A Berlin, la situation est de plus en plus lamentable, et tout se résout ici par des discussions culinaires. Voici notre régime à l'hôtel Adlon, le premier hôtel de la ville : Le matin, une tasse d'ersatz café avec deux tranches d'un pain qui semble fait d'un aggloméré de paille, de sciure de bois et de colle forte ; ni beurre, ni sucre, ni lait.

A midi, un potage — prodige de la chimie moderne — un morceau de poisson, 100 grammes de viande, deux pommes de terre, un dessert — dessert sans beurre, sans œufs, sans lait, sans sucre.

Le soir, même menu. Tout cela servi sur des nappes de papier, pour la somme de 40 marks. Avec le vin, le prix de la chambre et les pourboires, on arrive à 70 marks par jour. Après quelques semaines de ce régime, on peut, sans être gourmand, commencer à aspirer à un bon dîner, bien servi sur une nappe blanche...

— M. B.

La traversée aérienne de l'Atlantique

SAINT-JEAN-DE-TERRER-NEUVE, 17 avril. — Les temps toujours mauvais continuent à retarder le départ des aéroplanes, qui sont prêts à partir.

Le vent violent a à moitié détruit le hangar de Martinsyde. Le Sopwith et le Martinsyde sont maintenant prêts à prendre le départ.

LE TEXTE DU TRAITE DES PRELIMINAIRES COMPRENDRA ENVIRON 1.000 ARTICLES

300 ARTICLES SERAIENT MIS AU POINT

La commission des affaires polonaises a entendu M. Paderewski et a étudié le problème des frontières orientales de la Pologne. Les questions à l'ordre du jour du Comité des Cinq.

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

En raison de l'absence de M. Lloyd George, le Comité des Cinq ne s'est point réuni hier. La tâche quotidienne a donc été absorbée, en dehors du travail courant des commissions et sous-commissions, par la commission des affaires polonaises et le Comité des Cinq.

La commission des affaires polonaises a entendu M. Paderewski, qui, nous dit-on, a fait un exposé éloquent et plein de modération. Le grand patriote polonais, par suite de la dissolution du Comité national et de la remise des services de ce comité au gouvernement du nouveau Etat régulier, constitué, devient deuxièmement délégué à la délégation de la Pologne. On a étudié surtout la configuration des frontières orientales polonaises.

Le Comité des Cinq, de son côté, a continué l'examen d'un grand nombre de questions annexes, dont on tient à voir figurer la solution dans le traité des préliminaires de paix, en raison des liens qu'elles présentent avec les affaires allemandes. Nous citerons quelques-unes de ces questions :

1° La convention internationale de septembre 1912 — demeurée inopérante — relative à la prohibition de l'opium. L'Allemagne y figure comme cocontractante.

2° Le fonctionnement des tribunaux de prises.

3° La fin de l'état de guerre. Doit-on attendre, pour la fixer, que tous les Parlements étrangers aient ratifié le traité de paix ? Cette solution laisserait entrevoir un formidable délai. Il faut autre chose.

L'abandon par l'Allemagne de tous ses droits et privilèges dans le monde, notamment au Spitzberg, si riche en mines de charbon, d'après les découvertes ; en Egypte, dans les régions antiques et, surtout, au Maroc, où l'on s'efforce de faire sortir les Allemands de la zone espagnole et de les empêcher d'y rentrer.

L'étude de toutes ces questions avait provoqué la convocation d'un grand nombre d'experts. M. Fromageot, juriste français, a, paraît-il, fortement impressionné la commission par les conclusions de ses rapports.

Les « Cinq » cherchent également une formule de convention destinée à remplacer les traités de 1839, qui régissent jusqu'à ce jour les statuts territoriaux de la Belgique et de la Hollande.

De ces travaux il résulte que le texte du traité des préliminaires de paix constituera un document gigantesque. Il ne comprendra pas moins de mille articles, dont une centaine réservés au seul bassin de la Sarre, et autant aux clauses militaires et navales. On prévoit environ 120.000 mots ! Trois cents articles seraient déjà mis au point. Les autres le seraient-ils pour le 25 avril ? On ne paraît pas être très affirmatif à ce sujet ; on dit même qu'il pourrait y avoir un léger retard.

Que sera, dès lors, le traité définitif, si l'on en juge par les préliminaires ? Ajoutons ce dernier détail : la convention sera rédigée en français, peut-être en anglais et en italien, mais pas en allemand ! — JEAN MEYER.

UNE DÉCLARATION DE L'ENTENTE REPUBLICAINE DEMOCRATIQUE CHEZ M. CLEMENCEAU

Une délégation du groupe de l'Entente républicaine démocratique, à la tête de laquelle se trouvait M. François Sarthe, a reçu hier par M. Clemenceau, avec qui elle s'est entretenue des préliminaires de paix.

Le président du Conseil a confirmé aux délégués ses déclarations de dimanche à la délégation du groupe radical-socialiste.

M. Lloyd George est arrivé à Paris, hier soir

M. Lloyd George est arrivé, hier soir, à Paris, à la gare du Nord, à 19 h. 10, venant de Londres. Il a été reçu à sa descente de train par M. Clemenceau et lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne.

M. Lloyd George et M. Clemenceau se sont entretenus pendant quelques instants.

L'EXPRESS DE BREST TAMPONNE UN TRAIN DE SOLDATS AMERICAINS

Il y a 22 morts et 45 blessés

LE MANS, 17 avril. — Un grave accident de chemin de fer s'est produit la nuit dernière, près de la halte de Grasse (Sarthe), sur la ligne Paris-Brest, où stationnait, vers 3 heures du matin, un train de soldats américains, qui se dirigeaient sur Brest pour être réembarqués. Une avarie de machine immobilisait ce convoi.

Le train express, arrivant à toute vapeur, a tamponné le convoi arrêté et a broyé plusieurs wagons. Il y a eu 22 morts et 45 blessés.

16 Américains figurent parmi les morts, et 15 parmi les blessés.

Des secours sont arrivés de la gare du Mans. Les chirurgiens de l'hôpital du Mans sont immédiatement partis sur les lieux.

Un train de secours a ramené au Mans, à 6 heures du matin, 6 morts et 30 blessés français, qui ont été admis d'urgence à l'hôpital du Mans. Les blessés américains ont été transportés en automobiles-ambulances à l'hôpital américain du Mans.

LOUIS CROS

LE MAROC POUR TOUS

COMMENT ALLER ? QUE FAIRE AU MAROC ?

Le Maroc possède une puissance si attractive que tous les démobilisés partent d'y aller. Peut-être faut-il voir dans cette orientation des initiatives le succès du Maroc pour tous, dont la seconde édition vient d'être enlevée. La troisième paraît. D'autres suivront, car on attendait ce livre essentiellement pratique.

Le Maroc pour tous. — Comment aller, que faire au Maroc ?

Livre de commerce, de l'industriel, du cultivateur, de l'employé, de l'ouvrier, du fonctionnaire, contenant, avec un vocabulaire colonial, des dessins, des cartes et des diagrammes. Un fort volume in-8 de 450 pages. Prix : 4 fr. 50. L'Édition de la Presse.

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR, 22, rue Huguens, 22 — Paris.

LE SÉNAT VOTE LES DOMMAGES DE GUERRE

Le dernier projet, ratifié par la Chambre, a été adopté sans la moindre modification.

Sur nombre de points, au reste, ainsi que l'a constaté M. Milliès-Lacroix, rapporteur, les députés avaient donné satisfaction aux critiques des sénateurs.

Se rangeant à l'avis du gouvernement et de sa commission, le Sénat a adopté hier, sans modification, le projet voté en dernier lieu par la Chambre pour les dommages de guerre.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances, constata d'ailleurs que sur nombre de points la Chambre avait donné satisfaction aux critiques du Sénat.

M. Tournon fit bien préciser que le remploi ne s'appliquait qu'aux immeubles. M. Reynald, rapporteur, indiqua, d'autre part, que les dispositions de la loi s'étendaient au Cameroun comme aux territoires cédés à l'Allemagne par le traité du 4 novembre 1911 qui ont été saccagés par l'ennemi.

Des garanties militaires doivent être insérées dans le traité de paix

C'est l'avis d'un certain nombre de sénateurs

MM. Méline, Doumer et un certain nombre de leurs collègues ont déposé, hier, la proposition de résolution suivante, sur le bureau du Sénat :

« Le Sénat, certain d'être l'interprète de la nation qui a payé de lourds et sanglants sacrifices le droit d'obtenir une paix durable, réclame instamment du gouvernement l'insertion dans le traité de paix des garanties militaires qui seront indiquées par le commandement des armées alliées. »

Cette proposition fut renvoyée à la commission des affaires étrangères qui entendit, l'après-midi même, M. Stéphen Pichon. La commission entendra, probablement ce matin, le président du Conseil. En tout cas, M. de Selves, son président, l'a annoncée hier, elle présentera un rapport au Sénat, à la séance de cet après-midi.

A PROPOS DE LA DEMOBILISATION

VIFS INCIDENTS AU PALAIS-BOURBON

De regrettables incidents ont marqué, hier, la fin de la séance de la Chambre. L'Assemblée était appelée à fixer une date à l'interpellation de M. Mayéras, sur la suspension de la démobilisation. M. Louis Deschamps, sous-secrétaire d'Etat, demandait le renvoi à la suite, déclarant qu'à la veille de l'arrivée des plénipotentiaires allemands il était impossible de diminuer l'importance de nos forces militaires.

C'est alors que M. Mayéras répliqua : « Si vous ne les démobilisez pas, les hommes pourront bien se démobiliser seuls ! »

Ces paroles provoquèrent un tumulte effroyable.

M. Monestier, qui présidait, les qualifications d'impies et d'antipatriotiques. Mais, comme il avait paru déferer aux objections de la droite et du centre, M. Mayéras et d'autres socialistes prirent à partie leurs collègues qui s'agitaient sur ces bancs.

On entendit le mot « imbécile » et d'autres épithètes plus maisonnières. M. Simonet, député des Vosges, et plusieurs de ses collègues faillirent en venir aux mains avec quelques socialistes. Les huissiers intervinrent pour proposer au moment où l'émotion allait devenir un « ring ».

Impuissant à ramener le calme, malgré l'emploi frénétique de sa sonnette, M. Monestier prit son chapeau et se couvrit.

La séance fut ainsi suspendue, et on fit évacuer les tribunes.

Quelques minutes plus tard, on apprit dans les couloirs que la séance était levée.

LA SITUATION EST TRAGIQUE A MUNICH

On s'attend à la bataille décisive

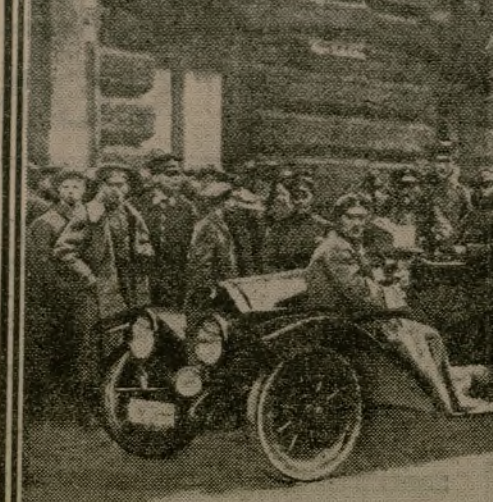
MUNICH, 17 avril (Transmis par Bâle). — La situation à Munich est navrante. Les pillages continuent.

Le communiste Sandheimer a la haute main à Munich. L'agitation est grande parmi la garde rouge et les ouvriers armés ; les commissaires du peuple s'efforcent d'entretenir l'enthousiasme en prononçant tout le jour des harangues enflammées.

Les communistes ont établi leurs postes d'observation sur la tour de Frauenkirche.

Dans toute la région de Munich, la situation est très mauvaise. L'organisation de la défense est aux mains de Lewien.

Les troupes du gouvernement sont aux portes de Munich.



LA BRIGADE DE SURETÉ CHARGÉE D'EMPÊCHER LE PILLAGE

Photographie prise devant le Palais de la Diète de Munich, qui sert actuellement de résidence aux ministères des Consciences des Quatriers et Soldats.

HIER LE PROJET DE LOI SUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES FUT VOTÉ PAR LA CHAMBRE

LES RÉPERCUSSIONS POSSIBLES DE LA LOI

M. Aristide Briand, vivement applaudi par ses collègues, a fait préciser qu'en aucun cas cette mesure ne pourra être la cause déterminante d'une réduction de salaires.

La Chambre a voté, hier, le projet relatif à la journée de huit heures.

La discussion générale reprit, le matin, par un excellent discours de M. Albert Thomas, qui, parlant convenu des trois-huit, rappela que la réforme était réclamée depuis plus d'un demi-siècle dans le monde ouvrier.

L'ancien ministre de l'Armement déclara accepter dans son ensemble le texte de loi qu'apportait le gouvernement, étant bien spécifié que le salaire demeurerait le même pour la journée de huit heures que pour la journée actuelle.

M. Henry Tournade, député de Paris, intervint après MM. Pottier et Vallette. Il s'associa pleinement à la réforme. M. Louis Dubois reconnut, lui aussi, que la loi s'imposait.

Quelques observations de MM. Pierre Ramel et Emmanuel Brousse, et la discussion générale fut close.

L'article premier du projet précise, notamment, que, dans les établissements industriels ou commerciaux de quelque nature qu'ils soient, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou l'autre sexe ne peut excéder, soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine.

M. Mauger demanda l'application de cette mesure au travail agricole. Sa proposition fut écartée, étant entendu que la question ferait l'objet d'une étude spéciale en vue d'un projet de loi ultérieur.

La répercussion de l'application de la loi sur les salaires était visée par l'article 8. M. Albert Thomas proposait un texte portant que les règlements d'administration publique détermineraient les modalités par lesquelles le salaire de la journée réduite demeurerait équivalent au salaire de l'ancienne journée. M. Collard, ministre du Travail, demandait à la Chambre de ne pas réglementer cette question :

« Les organisations ouvrières et patronales ont conclu un accord, disait-il ; ne le rompez pas ! »

M. Sibille demanda, dès lors, la disjonction. M. Albert Thomas insista :

« Souvenez-vous, dit-il, que chaque fois que le Parlement a voté des lois réduisant la durée du travail, il a affirmé qu'il n'avait pas à intervenir dans les questions de salaires. Le résultat de cette politique, vous le connaissez : ce furent les grèves de 1903 et de 1905. »

La disjonction fut prononcée par 253 voix contre 223. Mais MM. Guischa et Aristide Briand présentèrent aussitôt la disposition additionnelle suivante :

« La réduction des heures de travail ne pourra être une cause déterminante de la réduction des salaires. »

Toute clause contraire est nulle et de nul effet. »

Intervention de M. Briand

M. Aristide Briand soutint l'amendement, aux applaudissements de l'Assemblée :

« Il ne faut pas, dit-il, que demain, par le fait de quelques patrons qui se font systématiquement en dehors des associations, le principe de cette loi soit atteint et endommagé. Sinon, loin d'être une loi d'apaisement social, elle pourrait provoquer les plus graves conflits. »

L'ancien président du Conseil proclama la nécessité de l'accord persévérant des associations ouvrières et patronales dans la période de réformes sociales étendues et hardies dans laquelle nous nous engageons.

En face de la C. G. T., dit-il, je voudrais une Confédération générale des patrons envisageant l'ensemble de leurs intérêts, organisant la production, trop souvent anarchique dans notre pays.

Le succès de M. Aristide Briand fut des plus vifs. L'amendement, accepté par la commission, fut adopté à mains levées.

L'ensemble du projet fut voté à l'unanimité.

— Léopold BLOND.

DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE DÉPOSITION DE L'EX-PRÉSIDENT MONIER



Auparavant le docteur Roubinovitch, chargé de l'examen mental de Pierre Lenoir, avait été entendu.

droit de faire annuler ces décisions s'il y a eu vol ou fraude.

Et le procès est plaidé cinq ans plus tard, observe le colonel Masselin. C'est la critique de la justice, riposte M. Monier.

Vous deviez être membre du conseil d'administration du Journal ?

Je n'ai gagné, dans cette affaire, que de revenir au Palais et dans cette salle, où j'ai rempli d'autres fonctions. La proposition contenue dans la lettre de M. Humbert à Bolo, je ne l'ai pas connue. Lorsque Bolo m'en a parlé, je me suis montré irrité de ce projet.

La caution morale

A quel moment avez-vous donné à Humbert des garanties formelles sur Bolo ?

Monier explique que si M. Humbert lui avait demandé des garanties, il les lui aurait données dans les premiers pourparlers, dès décembre 1915.

Au cours d'une conversation, M. Humbert m'a tenu ces propos : « Chère type, Bolo, tu es un type ! Ça ne trahit pas quand on s'en mêle. » Je lui répondis en termes amicaux sur Bolo. Je n'ai pas l'habitude de tirer dans le dos de mes amis. Jamais j'ai prononcé le mot de garanties.

Répondant à deux questions, M. Monier reconnaît qu'il a pu dire que le procès intenté par M. Brunet à M. Humbert en res-

L'ex-président Monier à la barre

M. Monier, ex-premier président de la Cour de Paris, fait son entrée au milieu d'un profond silence. Il s'avance d'un pas décidé jusqu'à la barre, qu'il saisit à deux mains, d'un geste énergique. Presque blanc, visiblement pâle, il donne l'impression qu'il est décidé à se défendre.

Sans profession, répond-il au colonel Masselin, qui lui fit subir l'interrogatoire habituel.

De sa voix aigre, qui a conservé le ton de l'autorité, il annonce qu'il profite de l'occasion pour définir son rôle. Et, avec véhémence, maltraitant avec peine les sentiments violents qui l'agitent, l'ex-président commence un ardent plaidoyer pour justifier son attitude.

En août-septembre 1917, une violente polémique s'engage entre M. Téry et M. Humbert. Celui-ci cherchait l'argument-type, l'argument-masse derrière lequel il pût s'abriter.

« J'étais, dit M. Monier, l'homme impeccable qu'il lui fallait. C'est ainsi que se décida mon sort. Le 2 septembre, à Mesnil-Guilhem, M. Humbert déclara qu'il était « obligé de me jeter dans la nasse ». Il écrivit l'article fatal. Je suis bien autorisé à lui dire que, par son fait, il s'est précipité à mon encontre une catastrophe professionnelle telle qu'il n'y en a pas eu de plus douloureuse dans la littérature ni dans l'histoire. »

Mon rôle a été de servir de conseil à deux amis dans le contrat soumis à ma révision, selon l'expression de l'implacable arrêt de la Cour de cassation. »

Un parallèle entre Bolo et Humbert

El, aussitôt, l'ex-président Monier aborde la question de ses relations avec Bolo.

Je l'ai connu, dit-il, en 1907 ; nos relations sont devenues cordiales en 1909. Vous savez ce qu'il était.

El, à grands traits, M. Monier fait le tableau de la vie fastueuse de Bolo, de ses relations avec les magistrats les plus hauts, les personnalités les plus éminentes. Il cite des exemples de sa autorité, de sa puissance, pourrait-on dire.

En 1911, une lettre anonyme arriva à M. Monier, dénonçant Bolo comme un personnage indélicat. Il fait une enquête ; elle tourne à l'éloge de Bolo.

Et, maintenant, qu'était M. Humbert ? Je sais que son refrain est de mettre mon nom devant celui de Bolo. Eh bien ! moi, je ne suis intervenu qu'à cause de M. Humbert. Sénateur, vice-président de la commission de l'armée, auteur de la campagne « Des canons ! Des munitions ! », il était l'incarnation de l'énergie et de la résistance nationale. Il vivait dans une apothéose. Et moi, j'ai eu l'air d'un essai d'humilité patriotique en lui donnant mes conseils. »

La rédaction du contrat

Le colonel, qui ne laisse qu'à regret le témoin suivre l'ordre de son développement oratoire, intervient en posant une question :

Comment avez-vous retouché le contrat Bolo-Humbert ?

M. Monier raconte comment il revisa, avec M. Gondard, le projet de contrat. Il n'hésite pas à reconnaître ses corrections.

Et vous vous êtes institué l'arbitre de ce contrat ?

Cette clause que vous me reprochez est une clause de style : c'est la clause compromissaire, frappée de nullité par le Code. Elle n'est placée dans le contrat que comme preuve de la bonne foi et de l'esprit de conciliation des deux parties.

Et la clause économique et financière ?

Je sais, monsieur le président, le sens que vous attribuez à cette question, par le compte rendu des débats.

Vous devriez ignorer les dépositions des témoins qui vous ont précédé.

J'ai puisé le renseignement dans le rapport du lieutenant Jousset, publié par la Gazette des Tribunaux. Je ne comprends pas le grief. Je continue. On a voulu voir dans cette clause le moyen d'évincer Humbert par une augmentation de capital qui aurait donné la majorité des actions à un autre groupe. Mais les décisions sont proposées par le conseil d'administration et ratifiées par les assemblées générales, et un actionnaire, n'aurait-il qu'une action, a le

L'enquête parlementaire sur la métallurgie

Le général Ruffey critique les conceptions stratégiques du général Joffre.

La commission d'enquête sur la métallurgie a entendu, hier, à nouveau, le général Ruffey, ancien commandant de la 3^e armée, qui, relevé du secret militaire par le ministre de la Guerre, est venu compléter sa déposition.

Cette nouvelle déposition n'a, d'ailleurs, été qu'une longue série de critiques violentes du plan de mobilisation et les conceptions stratégiques du général Joffre au début de la guerre.

Le général Ruffey a particulièrement reproché à l'ancien généralissime de s'être obstiné à concentrer les armées françaises dans l'Est et d'avoir écarté les généraux qui étaient venus lui affirmer que les Allemands se préparaient à envahir la France par la Belgique.

LECONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER

COMMERCÉ, COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLE, LANGUES, Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats

HEURES
DU
MATIN

ROMAN INÉDIT

par M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

VÊTEMENTS SPORT
LES MIEUX ASSORTIS

